

Unité interdépartementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon -Parc d'activités Angers
49183 St Barthélemy d'Anjou

Saint Barthélémy d'Anjou, le 12 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



ZaCh System SA

ZI La Croix Cadeau
CS 10079
49242 AVRILLE

Références : 2022-248_INSP_ZACH SYSTEM Avrillé_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement ZaCh System SA implanté ZI La Croix Cadeau CS 10079 49242 AVRILLE. L'inspection a été annoncée le 04/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées et de l'action régionale 2022 portant sur la sous-traitance dans les sites SEVESO. Une précédente visite avait été effectuée le 21 juin 2018 qui portait en partie sur ce thème.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZaCh System SA
- ZI La Croix Cadeau CS 10079 49242 AVRILLE
- Code AIOT dans GUN : 0006301144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société ZACH SYSTEM est un établissement classé Seveso seuil haut au titre de la nomenclature des installations classées appartenant au groupe italien Zambon. Il est spécialisé dans la chimie fine et a pour vocation de fabriquer des molécules et substances à destination notamment des industries pharmaceutiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- activités de sous-traitance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette visite d'inspection que l'établissement a mis en place une organisation qui permet de suivre et d'encadrer les interventions par les sociétés prestataires externes sur le site. En particulier, des formations et des consignes sont systématiquement fournies, les exigences préalables aux travaux sont fixées, les accès aux différentes zones et les durées de validité des badges sont limités aux besoins préalablement définis et des contrôles peuvent être réalisés. Les constats effectués lors de l'inspection ont montré par sondage le respect de ces dispositions. Néanmoins, la numérisation du permis de travail doit s'accompagner d'une transmission des informations importantes à l'intervenant sur site et un exercice POI incluant les prestataires externes dans le scénario (au-delà de l'évacuation vers le point de rassemblement) est à organiser.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant a présenté l'organisation et le suivi qu'il fait en matière de prestation externe sur son site. Deux procédures décrivent cette organisation. Il dispose également d'une liste des sociétés prestataires intervenant sur le site. Il a été vu la liste pour 2022 (IRH environnement, OLDHAM, BOSSARD etc.)
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant dispose de deux procédures relatives à ce sujet. En particulier : - la consigne ITHSE011 qui concerne les consignes de sécurité applicables aux entreprises extérieures. Elle définit 3 niveaux de suivi et d'encadrement des prestataires externes (seuil bas pour les locaux sans risque, seuil médian pour des locaux zones avec des risques mais, sans coactivité avec l'activité chimie et seuil haut). Les exigences sont plus contraignantes pour le niveau seuil haut en matière de formation des intervenants (certificat MASE/UIC) et attestations à fournir par le prestataire (attestation de communication de l'instruction aux employés et attestation responsabilité civile). Vu par sondage le certificat MASE de M. CATTIAUX Romain, société BROSSARD, valable jusqu'au 23/10/2022 et l'attestation GENERALI 2022 de responsabilité civile. Cette consigne ou instruction est systématiquement transmise à la société prestataire externe. - la consigne ITHSE031 relative à la mise en place d'un plan de prévention préalablement aux interventions. 3 types de plan de prévention peuvent être réalisés sur le site : plan de prévention pour des opérations régulières, lors des arrêts techniques ou des plans de préventions spécifiques. Le plan de prévention s'accompagne systématiquement d'une analyse des risques qui s'appuie sur un document préalable à une opération établi en amont (risques et règles ou exigences associées), d'une inspection commune (Zach System/prestataire) des lieux de travail et d'une réunion préalable. Il a été vu, par exemple, le plan de prévention n°2022/01 avec AXIMA visé par Zach System le 15/02/22 et mentionnant une liste de 12 intervenants qui ont signé entre le 21/02/22 et le 07/03/22 puis visé par le représentant de la société AXIMA le 08/03/22.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Un permis de travail est systématiquement réalisé avant toute intervention par un prestataire extérieur. Il est valable une demi-journée et si le chantier ou la prestation est plus longue un nouveau permis de travail doit être délivré. Environ 5000 permis de travail sont délivrés chaque année. Des permis spécifiques peuvent être délivrés en fonction des travaux ou des zones concernées par les travaux tels que des permis feu (opération avec points chauds, soudage etc.), des permis de grutage, des permis de travail en enceinte confinée... Les travaux ne peuvent être lancés ou exécutés qu'une fois le permis de travail validé. Il a été constaté par sondage sur une opération en cours par un prestataire externe (pompe sur le circuit des effluents concentrés/station d'épuration, zone non considérée comme à risque important) que le permis de travail avait été validé par le coordinateur des travaux de Zach concerné. Par ailleurs, ce permis de travail rappelle les règles en matière de sécurité issues notamment de l'analyse des risques préalable (par exemple : port de protections individuelles ou en lien avec les risques présents (produit chimique, incendie etc.) tel que l'élimination du produit chimique avant toute intervention, etc.) Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que ce permis de travail est désormais numérisé ce qui permet de sauvegarder et d'accéder facilement à ce document. Néanmoins, l'inspection a constaté sur le site que le prestataire interrogé ne disposait pas de copie de ce permis de travail. Les règles étaient connues globalement par ce prestataire. Il est, cependant, nécessaire qu'il puisse disposer facilement des règles et des informations sur les risques préalablement identifiés.
Observations : Une copie des informations importantes du permis de travail sont à transmettre ou à mettre à disposition de l'intervenant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant prévoit des audits (contrôle ou évaluation) pour certains travaux mais, également en inopiné pour tout type de travaux réalisé par un prestataire externe. Ce point est stipulé dans les deux consignes citées ci-avant. Il n'a pas été consulté de rapports /documents de ces audits.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant Zach System dispose de deux modules de formation destinés aux intervenants extérieurs : - une formation courte de 30 à 45 minutes dont la durée de validité varie de 1 mois, 3 mois ou 1 an selon le niveau d'intervention défini initialement; - une formation longue d'environ 3 heures. Ces formations sont systématiques et s'ajoutent aux formations des intervenants qui peuvent être requises au regard du type d'intervention/travaux à effectuer. A l'issue des formations longues, une évaluation des connaissances est réalisée. Suite aux observations de la précédente visite ayant abordé ce thème (21 juin 2018), l'exploitant a mis en place également des questions ouvertes (et non uniquement des QCM questions à choix multiples) et un niveau minimum à atteindre (taux minimal de bonnes réponses fixé à 75%). Lors de ces formations, les consignes et les conduites à tenir sur le site y sont rappelées et précisées. Le registre des formations courtes et longues a été consulté par l'inspection. Il a été vu, par sondage, pour quelques intervenants que les formations avaient bien été dispensées et sont valides au jour de la visite (exemple M. Q. LARDREUX société EQUANS formé le 19/01/2022, formation courte de validité 1 mois). Il a également été vu par sondage des attestations de formations requises pour certains travaux (par exemple M. R. CATTIAUX société BOSSARD formation niveau 2 électrique le 17/01/2019)
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : Parmi les consignes qui sont transmises aux prestataires, certaines sont relatives aux situations d'urgence et, notamment : - le déclenchement de l'alarme en cas d'incident sur le chantier, à proximité ou en tant que témoin d'une situation; - la mise en sécurité du chantier rapide (arrêt des opérations, travaux...); - le suivi des consignes de Zach System Par ailleurs, la localisation des boîtiers permettant le déclenchement de l'alarme ou des extincteurs les plus proches du chantier est indiquée aux prestataires préalablement à leur intervention lors de la signature du permis de travail par le responsable du suivi des travaux de Zach System. Lors du test effectué lors de la visite d'inspection, le prestataire ne connaissait pas le boîtier le plus proche et l'extincteur le plus proche mais, il a rejoint très rapidement le responsable de Zach System en charge du suivi de ses travaux. Il est apparu que le nouveau permis de travail dématérialisé n'est pas disponible pour l'intervenant qui effectue les travaux.
Observations : Il est demandé de s'assurer que les intervenants disposent des consignes écrites (numéros de téléphone, plan ou localisation des dispositifs de déclenchement d'alarmes etc.) et éléments importants indiqués sur le permis de travail (règles, consignes etc.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant a précisé que lors de l'exercice de novembre 2021, les intervenants externes ont bien été pris en charge et évacués vers le point de rassemblement. Nota : il a été constaté suite à la précédente visite du 21/06/2018, la mise en place d'un boîtier de déclenchement d'alarme P.O.I, d'un RIA et d'extincteurs contrôlés en septembre 2021
Observations : Il est demandé de prévoir des exercices P.O.I qui incluent les prestataires externes notamment pour un déclenchement par exemple ou en période d'été lors des périodes d'arrêts de production
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les intervenants extérieurs sont dotés, une fois l'ensemble des obligations remplies (plan de prévention établi, document préalable à une opération rempli, retour des attestations sur les informations, les niveaux de formation éventuels requis, formation sur les consignes de Zach System suivie et validée), d'un badge spécifique (étui rouge) dont la durée de validité et les accès aux différentes zones sont limités aux besoins prédéfinis. Les tests effectués par sondage au niveau de l'accueil du site ont montré que la délivrance du badge et les durées de validité correspondent bien aux éléments indiqués dans le plan de prévention, registre d'enregistrements des formations et du permis de travail consultés par l'inspection.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant précise que les sociétés extérieures qui interviennent sur les mesures de maîtrise des risques sont spécifiquement choisies selon leur compétence propre à intervenir sur le type de matériel. En général, il s'agit de sociétés en lien avec les fabricants du matériel concerné (exemple : OLDHAM pour les détecteurs, AXIMA/EQUANS pour le système d'extinction automatique, etc.). Il précise, par ailleurs, que lorsqu'une intervention sur une mesure de maîtrise des risques ou un élément important pour la sécurité (groupe électrogène,...) entraîne une indisponibilité temporaire de cette mesure, elle est planifiée (sauf impossibilité) dans des périodes sans activités à risques et, le plus souvent, pendant les périodes d'arrêt de production (notamment l'été) pour de la maintenance préventive.
Observations : Ces éléments peuvent utilement être formalisés (critères de choix des prestataires, gestion des périodes d'indisponibilité des MMR..).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet